

VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 15 juillet 2026

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Bonjour à toutes et à tous. Je suis Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA. C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour cette nouvelle conférence de presse de la Mission.

Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, à travers le pays, soyez les bienvenus.

Pour commencer cette conférence de presse, retournons quelques instants à Am-Dafock. Deux semaines après l'attaque armée du 30 juin, la situation s'est progressivement calmée depuis le 5 juillet, même si elle demeure fragile et imprévisible.

Lors de la conférence de presse organisée la semaine dernière, le Préfet de la Vakaga, le Lieutenant-colonel Judes Ngaruko, rappelait que « l'intervention de la MINUSCA a été déterminante dans la protection des populations civiles, l'approvisionnement en eau potable, les évacuations médicales ainsi que l'acheminement de l'assistance humanitaire d'urgence. »

Cette déclaration résume parfaitement l'action de la Mission. À Am-Dafock, la MINUSCA poursuit son mandat autour de trois priorités qui correspondent directement à trois des tâches qui lui sont confiées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2800 : la protection des civils, l'appui au maintien et à l'extension de l'autorité de l'État et la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire.

La question est désormais de savoir comment ces trois priorités se traduisent concrètement sur le terrain. C'est précisément ce que nous observons aujourd'hui à Am-Dafock.

La première urgence a naturellement été de protéger les populations. Depuis le 30 juin, 17 585 personnes déplacées continuent de trouver refuge à proximité de la Base opérationnelle temporaire de la MINUSCA. Les Casques bleus assurent leur protection jour et nuit grâce à des patrouilles régulières et à une présence permanente auprès des populations.

Pour cette population, la base de la MINUSCA représente aujourd'hui bien plus qu'un simple point d'appui militaire. Elle est devenue un refuge. Comme l'explique une déplacée interne : « C'est grâce à la MINUSCA que nous sommes encore en vie. Elle nous a accueillis et assure notre protection ici. »

La MINUSCA a également soutenu le maintien de la présence de l'autorité de l'État en permettant à l'administration locale d'Am-Dafock de continuer temporairement à exercer ses fonctions et à servir les populations installées autour de la base temporaire de la Mission.

Les attaques ont détruit plusieurs bâtiments administratifs, dont les bureaux de la Sous-préfecture.

La MINUSCA a donc rapidement aménagé un espace de travail sécurisé à proximité de sa base afin que le Sous-préfet puisse poursuivre ses fonctions au service de la population.

Comme le Sous-préfet le souligne lui-même : « Grâce à cet appui, je peux continuer à exercer mes fonctions au service de la population. »

Au-delà de cette réponse d'urgence, cette action s'inscrit dans la continuité de l'engagement de la Mission à Am-Dafock où, ces deux dernières années, elle a soutenu le renforcement de la présence de l'État, notamment à travers la construction de la Sous-préfecture, de la Gendarmerie et de la Mairie.

Enfin, aucune réponse à une telle crise ne serait complète sans l'action des partenaires humanitaires.

Depuis le début de la crise, la Mission facilite le transport des équipes humanitaires, sécurise leurs déplacements et a permis l'acheminement de plus de trois tonnes de médicaments, de matériel médical, de kits d'urgence, d'équipements liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ainsi que d'autres biens essentiels destinés aux populations déplacées. À cet égard, je viens de recevoir une information confirmant qu'une tonne et demie supplémentaire est arrivée à Birao et sera acheminée dans les prochaines heures vers Am-Dafock.

La Mission poursuivra cet appui, aux côtés des autorités centrafricaines et des partenaires humanitaires, afin de soulager les souffrances des populations et de créer les conditions d'un retour volontaire, sûr et digne des personnes déplacées.

Quittons maintenant l'est du pays pour nous rendre dans l'ouest de la République centrafricaine, où un autre travail de fond de la Mission, plus discret mais tout aussi essentiel, se poursuit. Chaque année, la saison de la transhumance constitue un moment important. Mais chacun sait également qu'elle peut être source de tensions lorsqu'elle n'est pas suffisamment préparée ou encadrée.

C'est précisément pour prévenir ces tensions que la MINUSCA accompagne depuis plusieurs années les Groupes de Travail de la Transhumance, des cadres de concertation réunissant autorités administratives, forces de défense et de sécurité, représentants des éleveurs, agriculteurs, chefs traditionnels, leaders religieux et organisations de la société civile.

Au cours des derniers jours, de nouvelles sessions de renforcement des capacités ont été organisées à Paoua, Batangafo et Bembéré afin de renforcer les mécanismes de dialogue, de médiation et de prévention des conflits liés à la transhumance.

Enfin, permettez-moi de terminer cette conférence de presse par une mise à jour sur le DDR et le CVR.

À la fin du mois de juin 2025, les opérations de Désarmement et Démobilisation organisées à Ndongué-Douane, dans la préfecture de la Nana-Mambéré, ont permis à plusieurs dizaines de combattants de déposer volontairement les armes. Ces opérations ne se sont toutefois pas limitées au désarmement. Elles ont aussi été l'occasion d'écouter les communautés.

Leur message était clair : le désarmement est indispensable, mais il doit s'accompagner d'initiatives capables de renforcer la cohésion sociale et d'offrir des perspectives économiques aux jeunes afin de consolider durablement la paix.

À Niem-Yelewa, situé à une dizaine de kilomètres de Ndongué-Douane, la MINUSCA a traduit cette demande en actions concrètes à travers son programme de Réduction de la Violence Communautaire (CVR).

La Mission a d'abord accompagné les bénéficiaires par des formations aux techniques d'élevage et à la gestion d'activités génératrices de revenus.

Elle leur a ensuite remis une quarantaine de bœufs afin de leur permettre de développer une activité économique durable, de renforcer la cohésion sociale autour d'un projet communautaire commun et d'offrir des perspectives concrètes, notamment aux jeunes, réduisant ainsi les risques qu'ils ne soient tentés de rejoindre d'éventuels groupes armés ou de se tourner vers des activités illicites.

Cette initiative répond directement aux attentes exprimées par les communautés lors des opérations de désarmement.

Il est à présent 11 h 26 à Bangui. Nous allons maintenant ouvrir la séance des questions et réponses. La parole est à vous.

Questions des journalistes

Centrafrique Matin (Denis Lougoussou)

Je vais revenir sur la situation sécuritaire qui a prévalu à Am-Dafock. Le Gouvernement a annoncé que la ville avait été libérée.

- Je voudrais savoir comment cette libération s'est déroulée.
- Est-ce qu'elle est intervenue à l'issue d'affrontements entre les groupes armés et les Forces de défense et de sécurité, ou bien les groupes armés se sont-ils retirés avant l'arrivée des Forces de défense et de sécurité ?
- Ma deuxième question concerne le bilan humain. Le Gouvernement a annoncé 28 morts. Toutefois, selon certaines informations en provenance d'Am-Dafock, le bilan pourrait être plus lourd. Pouvez-vous nous en dire davantage ?
- Enfin, pourquoi, malgré la reprise de la ville, les populations civiles ne sont-elles pas encore retournées dans leurs domiciles ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup pour votre question. S'agissant de vos deux premières questions, elles concernent les opérations militaires conduites par les Forces de défense et de sécurité nationales. La MINUSCA n'est donc pas l'entité habilitée à y répondre. Je vous invite à vous rapprocher des autorités centrafricaines qui pourront vous apporter les précisions nécessaires.

En ce qui concerne l'action de la MINUSCA, je voudrais rappeler que notre priorité, dès les premières heures de l'attaque, a été la protection des civils. Il faut se représenter ce que cela signifie concrètement : en quelques heures seulement, notre Base opérationnelle temporaire a accueilli 17 585 personnes déplacées venues chercher la protection des Nations Unies.

Toute notre attention s'est donc portée sur cette première priorité : assurer leur protection, leur fournir les premiers secours d'urgence, contribuer aux évacuations médicales des blessés et garantir leur approvisionnement en eau potable. Ces personnes provenaient non seulement d'Am-Dafock, mais également d'une dizaine de villages environnants. Il a fallu répondre immédiatement à leurs besoins les plus urgents. Concernant le bilan humain, je vous invite également à vous rapprocher des autorités compétentes.

Pour ce qui est du retour des personnes déplacées, il s'agit naturellement d'un objectif partagé. La MINUSCA travaille quotidiennement avec les représentants des personnes déplacées ainsi qu'avec les autorités locales afin de créer les conditions d'un retour volontaire, sûr et digne. Le maintien de l'autorité de l'État à proximité des populations déplacées permet justement de maintenir un dialogue permanent avec elles.

Toutefois, il faut comprendre que ces populations ont vécu un traumatisme important. Lorsqu'une personne a été confrontée à une telle violence, le retour ne peut être envisagé qu'à partir du moment où elle retrouve un sentiment de sécurité. C'est un travail qui prendra du temps et que nous poursuivons en étroite coordination avec les autorités centrafricaines et les partenaires humanitaires.

Parallèlement, nous continuons à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire afin de répondre, dans la mesure du possible, aux besoins les plus urgents. Une organisation humanitaire est désormais présente à Am-Dafock grâce à l'appui aérien de la MINUSCA. Elle assure les premiers soins et administre les médicaments acheminés par la Mission.

Questions des journalistes

Radio Lengo Songo (Vanessa Chancine Djendole)

- La ville de Boali fait face, depuis hier, à des tensions communautaires à la suite de la mort d'un jeune de la localité.
- Que compte faire la MINUSCA afin d'éviter une nouvelle flambée de violences ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci pour votre question. Dès les premiers signalements, la MINUSCA a renforcé son suivi de la situation en étroite coordination avec les autorités nationales. Une patrouille de réaction rapide de la Force a été immédiatement déployée à Boali afin d'évaluer la situation sécuritaire, de soutenir les efforts de désescalade et de contribuer à prévenir toute nouvelle flambée de violence. La Force demeure prête à apporter son appui aux autorités nationales si cela s'avère nécessaire.

Parallèlement, la Police des Nations Unies poursuit ses échanges permanents avec les autorités administratives et sécuritaires locales afin d'assurer un suivi rapproché de la situation. Notre Unité de police constituée, dont le mandat comprend notamment le maintien de l'ordre, reste également disponible pour appuyer les autorités nationales si elles en expriment le besoin.

À ce stade, les informations dont nous disposons indiquent que la situation est suivie de près par les autorités centrafricaines.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Marina Moulounato)

- Dans une interview accordée à Radio Guira, le Sous-préfet d'Am-Dafock ainsi que plusieurs représentants des personnes déplacées ont demandé un renforcement de la présence des Casques bleus : Quelle est la réponse de la Mission à cette demande ?
- Par ailleurs, OCHA indiquait dans son dernier rapport hebdomadaire que douze rotations d'hélicoptère étaient nécessaires pour acheminer l'aide humanitaire d'urgence : Où en est aujourd'hui la MINUSCA dans cet acheminement ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup. Concernant le renforcement de la présence de la Force, il s'agit effectivement d'un processus déjà engagé. Une Force de réaction rapide est arrivée à Birao depuis dimanche afin de renforcer le dispositif sécuritaire. Il faut rappeler que les conséquences de la crise à Am-Dafock se ressentent également à Birao, où plusieurs centaines de personnes déplacées se sont rassemblées autour de la base de la MINUSCA.

Parallèlement au renforcement du dispositif des Nations Unies, les Forces de défense et de sécurité nationales poursuivent également leur propre renforcement dans cette région. S'agissant de l'aide humanitaire, il faut tenir compte des contraintes liées à la saison des pluies. Les conditions météorologiques compliquent les opérations aériennes et ralentissent le rythme des rotations. À ce stade, plus de trois tonnes d'aide humanitaire ont déjà été acheminées.

Comme je l'indiquais dans mon propos liminaire, une tonne et demie supplémentaire est désormais arrivée à Birao et sera transportée vers Am-Dafock dès que les conditions météorologiques le permettront.

Notre volonté est claire : poursuivre ces opérations aussi rapidement que possible, tout en tenant compte des impératifs de sécurité des vols.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Emmanuel Samboli)

- Vous avez parlé de l'aide humanitaire acheminée vers Am-Dafock. Pouvez-vous préciser de quoi elle est composée ?
- Par ailleurs, vous avez indiqué que la sécurité avait été renforcée à Am-Dafock. Qu'en est-il de Birao, où des rumeurs font état d'une éventuelle attaque ? Quelles mesures la MINUSCA prend-elle pour rassurer les populations ?
- Enfin, concernant la situation à Boali, plusieurs hommes armés circuleraient encore dans la région. Comment la MINUSCA accompagne-t-elle les autorités pour faire face à cette menace ?

Réponses aux questions

Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup. S'agissant de l'aide humanitaire, je l'ai indiqué dans mon propos liminaire. À ce jour, plus de trois tonnes d'assistance ont été acheminées et nous atteindrons environ quatre tonnes et demie dans les prochains jours. Cette assistance comprend notamment des médicaments, du matériel médical, des kits d'urgence ainsi que des équipements liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, sans oublier d'autres biens essentiels destinés aux populations déplacées. L'appui de la MINUSCA ne se limite pas au transport de matériel. La Mission facilite également le déploiement d'équipes médicales d'organisations humanitaires afin que les populations puissent recevoir des soins sur place.

Concernant Birao, la MINUSCA a renforcé son dispositif sécuritaire. Une Force de réaction rapide est arrivée ces derniers jours afin de consolider la présence de la Mission dans la ville. Parallèlement, un important travail de sensibilisation est mené avec les autorités locales, les leaders communautaires, religieux et les représentants de la société civile afin de lutter contre les rumeurs et de prévenir toute tension. La situation demeure suivie de très près. Les informations reçues sont systématiquement vérifiées avant toute évaluation.

S'agissant enfin de Boali, la MINUSCA poursuit son appui aux autorités centrafricaines. Au-delà de la réponse sécuritaire, il convient également de rappeler le travail de fond mené depuis plusieurs années en matière de cohésion sociale. Les progrès se construisent progressivement, à travers le dialogue, la médiation et l'engagement de l'ensemble des acteurs.

Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA

S'il n'y a pas d'autres questions, je donne maintenant la parole à Emmanuel Takolo pour le résumé en sango.

Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA

L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#).

Merci à toutes et à tous pour votre participation. D'ici à notre prochaine rencontre, restez à l'écoute de la Radio de la Paix, Guira FM 93.3. Je vous remercie et vous souhaite une excellente journée.